

Communiqué de Presse

Paris le 08/01/2014

L'année 2014 commence mal pour le Service Public ferroviaire. En effet le budget de l'entreprise publique SNCF présenté fin 2013 donne comme priorité le développement des filiales hors de l'EPIC SNCF, alors qu'à l'intérieur de celui-ci elle amplifie sa politique de rigueur. Celle-ci se traduit, par le biais d'une nouvelle suppression drastique d'emplois de cheminots, par des services de plus en plus restreints pour les usagers: suppressions de guichets, de personnel à bord des trains, etc. Encore plus grave: les projets de fermeture de nombreuses de lignes que la SNCF juge non rentables.

Pas moins de cinq mille kilomètres seraient concernés dans un premier temps. Parmi les lignes les plus souvent citées on trouve: *Clermont-Ferrand - Laqueuille-Ussel / Marvejols - Mende / Saint-Pol - Etaples / Ascq - Orchies / Abbeville et Abancourt - Le Tréport / Morlaix - Roscoff / Laon - Hirson / Epinal - Saint-Dié / Nancy-Vittel-Merrey-Culmont / Andelot - Saint-Claude - Nurieux / La Roche sur Yon - Thouars / Thiers - Boën / Limoges - Brive par Saint-Yriex / Busseau-Aubusson-Felletin / Périgueux - Le Buisson / Agen - Siorac en Périgord / Bédarieux - Millau / Séverac - Saint Chély-d'Apcher / Rodez - Séverac-le-Château / Carcassonne - Limoux-Quillan / Paray-le-Monial - Lozanne / Livron - Aspres sur Buech / Montréjeau - Luchon / Villefranche - La Tour de Carol / Breil - Coni.*

En Décembre, la CNR, reçue au Ministère des Transports, avait déjà dénoncé la désastreuse politique menée par la SNCF, gérée par son Président G. Pepy comme une entreprise privée avec comme seules priorités: la rentabilité... et le profit!

Nous avons en particulier dénoncé l'attitude d'une SNCF qui amplifiait la déshumanisation des gares et des trains, remplaçait des trains par des bus et plusieurs représentants de nos Collectifs étaient d'ailleurs intervenus pour interroger le Ministère sur le devenir des TET et de certaines lignes aujourd'hui sur la seulette.

Avec des horaires inadaptés, un matériel vétuste et une infrastructure peu entretenue, la SNCF fait tout sur certaines lignes, et en particulier sur celles aujourd'hui menacées, pour décourager le citoyen de prendre le train,

justifiant ainsi le proverbe « Lorsque l'on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage ».

Depuis que les Régions sont devenues autorités organisatrices des TER, la SNCF a la fâcheuse tendance de faire reposer la responsabilité de la fermeture de lignes qu'elle juge non « rentables » sur les Conseils régionaux en les menaçant de fermer ces lignes s'ils ne financent pas les surcoûts.

Il est inadmissible d'entendre la SNCF dire qu'elle n'a plus les moyens d'entretenir certaines lignes jugées insuffisamment rentables et de constater dans le même temps cette entreprise investit (d'ailleurs à perte dans certains cas!) **dans le secteur routier** (Id-bus, sociétés de covoiturage, etc. ...). Cette politique est hélas légitimée par un gouvernement d'abord peu enclin à mettre en œuvre les décisions du Grenelle de l'environnement sur le rééquilibrage indispensable entre les modes de transports (report *sine die* de l'écotaxe), qui ne rejette pas la libéralisation des chemins de fer prônée par la Commission Européenne (et le report fin juin du débat parlementaire sur le ferroviaire en témoigne), et qui justifie de lui-même les « économies » faites par la SNCF au détriment du Service public ferroviaire..

Dans ce climat d'ouverture effrénée à la concurrence prônée par les libéraux de tous bords, on peut donc ainsi comprendre pourquoi la SNCF est peu encline à investir pour l'avenir de l'entreprise publique. Mais qu'on ne s'y trompe pas, et contrairement à ce que d'aucuns affirment, **ce n'est pas la concurrence ferroviaire qui reprendra les lignes aujourd'hui négligées et bientôt abandonnées par une SNCF**, qui n'a plus d'entreprise publique que le nom. Que l'on regarde un peu ce qui s'est passé en quelques années du côté du transport de marchandises ferroviaire dont la part modale a dramatiquement chuté depuis... l'ouverture à la concurrence!

Pour la CNR, la SNCF doit redevenir LE Service Public ferroviaire au service du public réclamé par la majorité des Français. La SNCF et le Gouvernement doivent faire en sorte que la LOTI soit respectée et que l'accessibilité des citoyens à l'ensemble du territoire soit respectée.